

DOSSIER

La cause palestinienne, notre cause, au cœur de la lutte des classes

page 5

POLITIQUE

Immigration : Darmanin ne doit pas faire sa loi !

page 3

PREMIÈRES LIGNES

États-unis : une belle victoire pour les travailleurs de l'automobile

page 9

NPA JEUNES

En France aussi, la jeunesse s'organise pour exprimer son soutien au peuple palestinien

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

07 • NOVEMBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**C'EST L'HUMANITÉ
QU'ILS ASSASSINENT**

**TRAVAILLEURS
DE TOUS LES PAYS :**

SOLIDARITÉ PALESTINE !

ÉDITORIAL

**LES GOUVERNEMENTS ET
L'EXTRÊME DROITE SOUTIENNENT
LES MASSACRES À GAZA, LES
POPULATIONS LES DÉNONCENT
DANS LES RUES !**

L'armée israélienne est désormais au cœur même de Gaza, dans la ville du même nom, et frappe au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. La moitié des habitations rasées. Plus de 10 000 personnes ont déjà été tuées, dont 4 200 enfants. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte et des camions de la Croix-Rouge acheminant de l'aide humanitaire ont été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent. Et, sans être contredit sur le fond par aucune grande puissance, Netanyahu annonce son intention de contrôler totalement la bande de Gaza après sa guerre.

L'IMPÉRIALISME COMPLICE DE CE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

SUITE PAGE 2 >>



| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|---|---|---|---|----------------|--------------|-------------------|--------------|
| POLITIQUE | p. 1-2-3 | INTERNATIONAL | p. 4 | DOSSIER | p. 5-8 | PREMIÈRES LIGNES | p. 9-10 | CULTURE | p. 10 | NPA JEUNES | p. 12 |
| Éditorial : Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans la rue ! Le comble de l'antisémitisme, c'est quand l'extrême droite prétend le combattre ! | Immigration : Darmanin ne doit pas faire sa loi ! Les directions syndicales et les salaires : le premier qui s'endort réveille l'autre ! 25 novembre : journée de lutte contre les violences faites aux femmes | Solidarité avec la Palestine en Allemagne malgré la répression Aux États-Unis, une mobilisation inédite pour la Palestine | LA CAUSE PALESTINIENNE, NOTRE CAUSE, AU CŒUR DE LA LUTTE DES CLASSES Les dirigeants nationalistes palestiniens et le piège d'Oslo Le sionisme, une politique à l'origine d'une guerre sans fin Pourquoi le soutien inconditionnel des USA à Israël ? | Terroriste ? Résistant ? Parti religieux obscurantiste ? Ce qu'est le Hamas Ni antisémitisme, ni islamophobie : union de tous les travailleurs ! Quelle issue pour les populations de Palestine mais aussi d'Israël ? | États-unis : une belle victoire pour les travailleurs de l'auto-PSA, nouvelle convention collective de la métallurgie de 2024 : une accélération des attaques contre nous tous ! Airbus Toulouse : un licenciement qui ne passe pas ! Les méthodes mafieuses de la direction mises en échec à La Poste dans le 92 ! | Une sélection de livres concernant la question palestinienne VIE DU PARTI p. 11 Manif de masse pour la Palestine : c'est parti ! Prochaines élections européennes : nos efforts pour qu'existe un pôle des révolutionnaires ! | En France aussi, la jeunesse s'organise pour exprimer son soutien au peuple palestinien Trouille des émeutes sociales en haut lieu ! | | | | |

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Et voilà que les présidents de l'Assemblée et du Sénat, la droite, et l'extrême droite, ce parti de Le Pen raciste et antisémite depuis toujours, appellent, sous prétexte de le dénoncer l'antisémitisme, à manifester leur soutien à la guerre de Netanyahu le même jour que la manifestation solidaire des Palestiniens. Et une partie de la gauche collabore à cette opération. Le PS tique sur la présence du RN, mais y sera pour soutenir l'unité derrière Macron, et au passage les complices d'une logique génocidaire.

UN DEVOIR DE SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE QUE NOUS DEVONS AMPLIFIER EN FRANCE !

Samedi 4 novembre, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

• 08/11/2023

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS..... 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

CONTACTEZ-NOUS

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr

Le comble de l'antisémitisme, c'est quand l'extrême droite prétend le combattre !

Les médias mettent quotidiennement à jour le nombre d'actes antisémites recensés en France : près d'un millier depuis le 7 octobre, deux fois plus que durant toute l'année 2022. Alarmant, oui. Et notable, la façon dont, aux côtés du gouvernement, l'extrême droite elle-même tente de surfer sur ce climat délétère pour se faire championne de la lutte contre l'antisémitisme. Ce en quoi Macron et les présidents des assemblées lui apportent leur aide en annonçant une manifestation de soutien à Israël le dimanche 12 novembre, à laquelle le RN s'est pressé de s'associer.

Ce vieux courant politique - nationaliste, traditionaliste et raciste - de la bourgeoisie française, dont depuis plus de 150 ans des figures politiques et littéraires¹ crient, écrivent ou pensent très fort « *Mort aux Juifs* » ; dont durant la Seconde Guerre mondiale, derrière le maréchal Pétain et la police de l'État français, des fleurons ont directement collaboré à la rafle des Juifs envoyés vers l'extermination dans les camps et chambres à gaz nazis, se pose maintenant en bouclier protecteur des Juifs en France ! Et des députés RN de se montrer dans les rassemblements pour Israël du 9 octobre dernier, à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF, censé représenter la communauté juive de France), à la suite de l'attentat du Hamas du 7 octobre. Et de faire le voyage en Israël pour Éric Zemmour, pourtant admirateur de Pétain et son antisémitisme d'État... Avec quelque prudence, néanmoins, car pèsent encore sur les uns et les autres les répercussions du buzz qu'avait créé Jean-Marie Le Pen (certes pas sa fille Marine, mais reste un air de famille politique !), en déclarant que « *Les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.* » Et précisé aussi que « *Ce n'est pas une vérité éprouvée à laquelle tout le monde doit croire. (...) Je n'en ai jamais vu* »²

Quoi qu'en disent Marine Le Pen et ses députés cravatés, l'extrême droite et la droite françaises ne seront pas blanchies de leur antisémitisme par un coup de javel. Leur prétendu « *anti-terrorisme* » non plus. Leurs anciens amis de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui à la fin de la guerre d'Algérie gangrenait l'armée et la police françaises, avaient tué quelque 2000 personnes, blessé plus du double. Ce n'est pas

du passé puisqu'il y a seulement un an, le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, bataillait pour qu'une esplanade de la ville porte le nom de Pierre Sergent³, parachutiste ayant guerroyé dans l'armée coloniale en Indochine et en Algérie, puis chef de l'OAS en métropole en 1961... et élu député FN entre 1986 et 1988. Rappelons par ailleurs l'hommage rendu par Macron au maréchal Pétain en 2018.

POUR QUELQUES VOIX DE PLUS VERS LA PRÉSIDENTIE !

Pourquoi cette sinistre farce d'une extrême droite qui serait soudain devenue rempart contre l'antisémitisme et le terrorisme ? Pour des calculs électoraux ! Parce que ça pourrait faire gagner des voix, voire rallier une partie de la droite pour gagner le deuxième tour de la présidentielle de 2017. En 2013, Louis Aliot déclarait tout de go dans une interview : « *C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous.* » Alors l'extrême droite change de logiciel ! Elle laisse tomber l'antisémitisme, fait assaut d'amitié pour Israël et ses dirigeants d'extrême droite, massacreurs de Palestiniens, car elle lui préfère la xénophobie ou le racisme anti-arabe ou anti-musulman... jugés plus rentables électoralement ! D'où la mise en avant d'un prétendu « *choc des civilisations* », de prétendues valeurs d'une Europe « *judéo-chrétienne* ». On croyait pourtant que Jésus avait eu quelques ennuis avec Judas, mais trêve de plaisanterie !

Le racisme anti-arabe a été privilégié par l'extrême droite mais son vieil antisémitisme est trop enraciné dans son histoire politique ! Et le racisme de toute façon ne se partage pas. Malheur à celles et ceux qui auraient la mémoire trop courte !

PAR MICHELLE VERDIER • 07/11/2023

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 7 • NOVEMBRE 2023 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION

AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

1. Parmi lesquels pour n'en citer qu'une poignée : Maurice Barrès (1862-1923), Charles Maurras (1868-1952) et tous les anti-dreyfusards pendant les douze ans de l'« affaire » (de 1894 à 1906) ; les Croix-de-feu et autres royalistes de l'Action française des années 1930 ; Robert Brasillach (1909-1945), jugé et exécuté pour collaboration avec l'Allemagne nazie... tandis qu'un de ses maîtres à penser, Maurice Barrès, avait été élu académicien en 1907 !

2. Jean-Marie Le Pen, « Les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », A2, Journal de 13 heures du 15 septembre 1987, sur le site www.ina.fr

3. Chef de l'OAS-métro, responsable de tous les attentats de l'OAS en France métropolitaine, Pierre Sergent avait été condamné à mort par contumace en 1962, à la suite de quoi il s'enfuit avant de bénéficier de l'amnistie générale de juillet 1968. Il a fait partie des organisateurs de la campagne de Giscard d'Estaing en 1974, organisant son service d'ordre avec d'ex-militants d'Ordre nouveau, organisation d'extrême droite dissoute l'année précédente.

Immigration : Darmanin ne doit pas faire la loi !

« Les Français qu'est ce qu'ils veulent, ils veulent pouvoir accueillir leur nounou, accueillir le serveur du restaurant, le balayeur de la rue, la personne qui va récupérer les fruits et légumes dans les champs. Et ils veulent pouvoir éloigner et expulser les délinquants. C'est ce que veut ce texte », a déclaré Darmanin lors de son passage sur le plateau de France 2 le dimanche 5 novembre, à propos de la loi dite « asile et immigration » que le Sénat a commencé à débattre dès le lendemain.

À l'entrée du débat parlementaire, cette énième loi visant à restreindre les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France semble calquée sur le programme électoral du Rassemblement national. La version Darmanin a été encore « droitisée » par les sénateurs LR. Les articles 9 et 10 prévoient de faciliter davantage les procédures d'expulsion du territoire (les OQTF), en les élargissant pour « non-respect des principes de la République », en autorisant leur application pour les étrangers arrivés en France

avant l'âge de 13 ans ou encore pour ceux résidant en France depuis plus de dix ans. L'article 1 prévoit quant à lui de conditionner la délivrance d'une carte de séjour à un niveau minimal de maîtrise du français. D'autres dispositions visent à restreindre les conditions du regroupement familial : désormais, il faudra justifier d'au moins 24 mois de présence sur le sol français, contre 18 actuellement, pour pouvoir formuler une demande de regroupement. La très maigre Aide médicale d'État (AME), honteusement

qualifiée de « pompe aspirante » de l'immigration par la droite, a été supprimée par la commission des lois qui voudrait la remplacer par une aide médicale dite d'urgence, réduite à quelques soins de base. Approuvées par Darmanin, ces modifications inspirées par la seule démagogie xénophobe ne font même pas l'unanimité dans le camp macroniste : le ministre de la Santé Rousseau et le porte-parole du gouvernement Vèran s'y disent opposés, en évoquant le désastre sanitaire qu'elles engendreraient... y compris pour l'ensemble de la population du pays !

Malgré ces bassesses, Darmanin n'est pas assuré d'avoir une majorité en faveur de sa loi car l'article 3 qui prévoit la création d'une carte de séjour temporaire pour les travailleurs étrangers des secteurs dits en tension déchaîne les folles gesticulations de LR et du RN... Sus à l'immigration,

quelle qu'elle soit, même celle que réclame (et qu'exploite) le patronat français ! Ils se disent prêts à voter le texte, mais sans cet article. Pure surenchère raciste de Ciotti et Le Pen. Macron et ses ministres céderont ou ne céderont pas, pour s'épargner un énième recours au 49-3 ?

Pas sûr donc que « la nounou, le balayeur, le récolteur de patates » puissent être régularisés grâce à un Darmanin, qui se rêve délivreur de titres de séjour ultra courts et au cas par cas, au gré des besoins du patronat dans tel ou tel secteur économique. Immigration jetable institutionnalisée !

Mais les récentes grèves victorieuses de collectifs de sans-papiers, sur les différents grands chantiers de la région parisienne, sont la meilleure réponse à la vilénie raciste de Darmanin. Tous ces travailleurs et travailleuses qui ont le droit à des papiers, quel

que soit leur secteur d'activité, ont montré depuis des années qu'ils savaient se battre et se faire craindre... tout particulièrement à quelques mois des JO 2024 !

Le NPA soutient et appelle à participer massivement à tous les rassemblements et manifestations des cadres unitaires d'opposition à la loi Darmanin, notamment la manifestation à Paris du 3 décembre et la journée nationale de mobilisation du 18 décembre dans le cadre de la « Marche des Solidarités ».

Liberté de circulation et d'installation ! Régularisation de tous les sans-papiers !

PAR MARIE DAROUEN
• 07/11/2023

LES DIRECTIONS SYNDICALES ET LES SALAIRES : LE PREMIER QUI S'ENDORT RÉVEILLE L'AUTRE !

Que font les directions des syndicats au sujet de la préoccupation numéro 1 des travailleurs, à savoir les bas revenus et bas salaires ? Poser la question, c'est y répondre... Les « conférences sociales » avec le gouvernement (la dernière est passée totalement inaperçue !), les centaines et centaines de réunions avec les patrons, chacun de son côté, boîte par boîte, ça, il y en a à foison. Mais des appels à la grève, à une mobilisation d'ensemble, à des assemblées générales et à des manifestations sur la question la plus fondamentale : que dalle !

Pourtant le gouvernement est à la peine. Il cherche à calmer la colère en balançant quelques miettes, notamment pour les fonctionnaires, entre autres cette « prime de pouvoir d'achat » au mois d'octobre que très peu ont touchée en totalité et surtout qui sera évidemment vite retirée puisque le gouvernement a décidé que les prix avaient « cessé d'augmenter » !

Il est pourtant évident que si les directions syndicales utilisaient leurs moyens pour exiger une augmentation des salaires, pensions et minima sociaux de l'ordre de 400 ou 500 euros, pour un salaire de 2 000 euros net minimum et pour une augmentation automatique des salaires en fonction de l'inflation ; si elles encourageaient à la lutte, cela rencontrerait indéniablement un écho, et

cela permettrait de regrouper les forces de notre classe, au-delà des barrières entre entreprises, entre secteurs, entre travailleurs avec ou sans emplois... Si ces directions ne le font pas, c'est un choix, celui de ne pas taper là où ça ferait vraiment mal à l'adversaire. C'est la même passivité complice que sur la Palestine ou sur les meurtres racistes de cet été : surtout ne rien faire qui puisse déstabiliser Macron et ses amis patrons !

La mobilisation sur les retraites a montré qu'il était possible de créer un mouvement social rencontrant l'adhésion majoritaire de l'opinion. Et ce n'est pas un hasard si le cartel des directions syndicales qui l'a dirigé a soigneusement évité de conjuguer la lutte sur les retraites avec celle pour les salaires, deux luttes qui se sont menées pour l'essentiel en parallèle l'une de l'autre. Un tel cocktail aurait dangereusement augmenté les risques d'explosion sociale.

On ne peut prétexter que les travailleurs et travailleuses ne se sentiraient pas concernés : des centaines de grèves ont été déclenchées ces dernières années pour des augmentations de salaire. Une partie non négligeable de ces conflits a arraché des primes voire des augmentations. Celles-ci se sont avérées rarement à la hauteur de ce qui serait nécessaire, ni même à la hauteur des objectifs fixés par les grévistes eux-mêmes. Mais si ces victoires partielles prouvent que la lutte paye, l'exemple de la lutte dans l'automobile aux USA (voir page 9) montre qu'il est possible d'organiser l'épreuve de force à l'échelle de milliers et de milliers de salariés, contre des patrons parmi les plus puissants du monde. Les grèves insurrectionnelles menées actuellement par des milliers de travailleurs et travailleuses du textile au Bangladesh, qui réclament la multiplication par trois de leur salaire sont un autre exemple d'une possible généralisation de la lutte sur cette question vitale.

PAR HAKIM GUESSOU • 07/11/2023

FÉMINISME 25 NOVEMBRE : JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Les femmes subissent encore et toujours des agressions physiques, sexistes et sexuelles. Il ne s'agit pas d'éléments isolés mais d'un phénomène bien ancré dans la société. Insupportable. Et nous serons présents dans les manifestations organisées le 25 novembre pour crier notre révolte et exprimer notre volonté d'en finir avec cette société bourgeoise qui se prétend civilisée, mais qui a maintenu voire renforcé les tares des sociétés patriarcales.

UNE SITUATION INTENABLE

En France en 2022, 118 femmes ont été tuées par leur conjoint, et 267 ont survécu à une tentative d'homicide. Fin octobre 2023, on comptabilisait déjà 107 féminicides. 94 000 femmes sont chaque année victimes de viol ou de tentative de viol. Ces chiffres, sans doute en-dessous de la réalité, sont la face extrême d'une oppression que subissent au quotidien toutes les femmes. Ils sont le résultat effroyable de l'organisation de notre société qui enferme les femmes dans des situations de dépendance et de vulnérabilité économique et relationnelle, à l'égard de conjoints à la maison, de supérieurs au boulot.

PAS UNE PRIORITÉ POUR TOUS

Des politiciens se disent effarés par ces chiffres. Ils promettent de combattre le problème. En début d'année, une loi donnant accès à une aide financière aux victimes de violences conjugales a été votée. Si les mesures de protection physique et financière des victimes vont dans le bon sens, on ne peut attendre d'être toutes sauvées seulement par des mesures individuelles et conditionnelles, une fois les violences commises. Cette logique du féminisme institutionnel tend à rejeter les violences sexistes et sexuelles sur la seule responsabilité des individus. C'est l'exploitation des victimes voire des mortes ; ne serait-ce que cela, le féminisme ?

Mais quid du chômage féminin touchant particulièrement les ouvrières ? Quid de la précarité liée au travail à temps partiel ? Quant à l'obligation de l'égalité salariale, une évidence pour garantir l'indépendance des femmes par rapport à leur conjoint, elle est régulièrement réaffirmée dans la loi mais ne franchit pas la porte des entreprises. En moyenne, les femmes touchent 28,5 % de moins que les hommes. Condamner les patrons ? Faut pas pousser ! L'urgence serait de revaloriser le travail et le salaire des femmes et d'améliorer les services de santé et d'accueil des enfants. Une politique à l'opposé des intérêts des capitalistes !

REFUSONS LES DIVISIONS

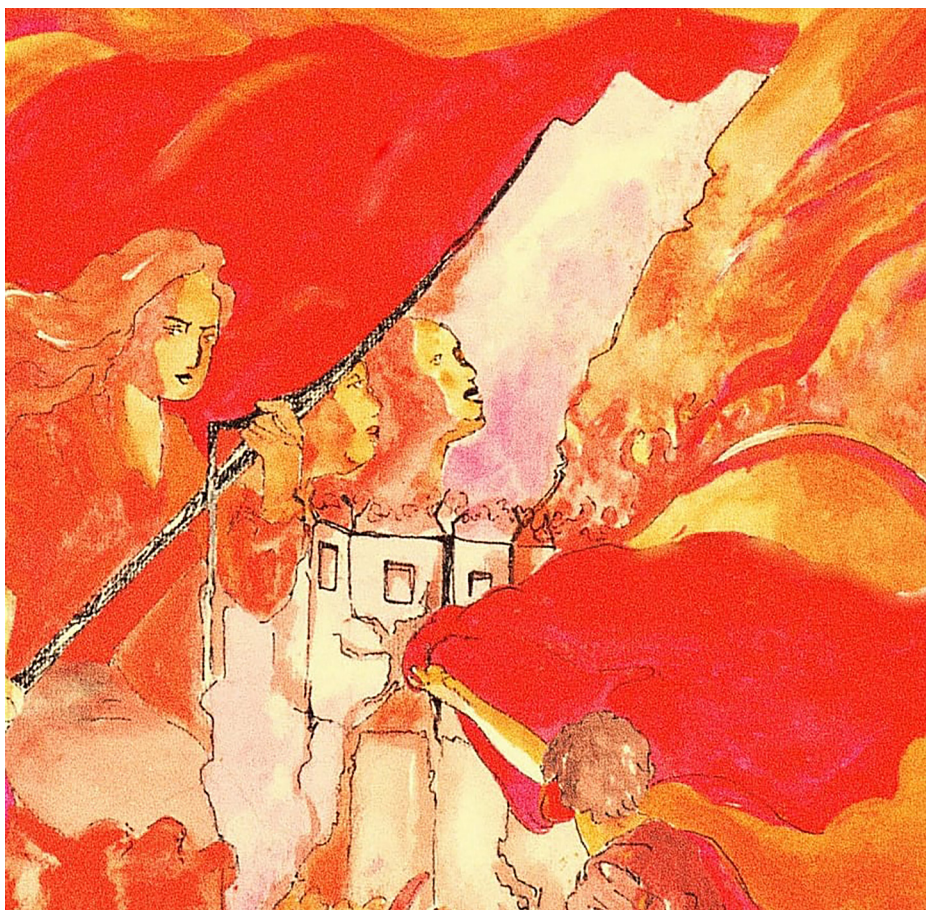
Ainsi le patronat fait des économies en s'appuyant sur les vieilles structures de la famille, mais il entretient aussi les divisions au sein de la classe ouvrière. Pendant longtemps, même au sein du mouvement ouvrier, il en était qui faisaient porter sur les femmes la responsabilité des bas salaires. Pour tous les travailleurs et travailleuses qui refusent ces divisions, il est important d'être dans la rue le 25 novembre, journée internationale contre les violences à l'égard des femmes. Quelques jours avant, le 20 novembre, ce sera la commémoration des victimes de la transphobie. Contre les oppressions, et contre l'exploitation qui les engendre, la lutte continue !

PAR MARINETTE WREN • 06/11/2023

PALESTINE

La cause palestinienne, notre cause, au cœur de la lutte de classe

On reste sans voix devant ce qui est en train de se passer à Gaza. À l'horreur des massacres perpétrés sur le sol israélien par le Hamas le 7 octobre répond, à une autre échelle, celle des dirigeants israéliens qui font bombarder indistinctement bâtiments, convois de réfugiés, tuant hommes, femmes, vieillards, enfants. Cela a suscité des manifestations massives de protestation dans tout le monde arabe, mettant en porte-à-faux ceux des gouvernements arabes qui ont signé des traités de paix avec Israël – Égypte, Jordanie, bien plus récemment les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Les négociations qui étaient sur le point d'aboutir entre la monarchie d'Arabie Saoudite et Israël ont été suspendues.



Les États-Unis et les autres puissances impérialistes occidentales, dont la France, se sont empressées d'apporter leur soutien au gouvernement israélien, affirmant le droit d'Israël à « se défendre ». Elles ont dépêché des forces navales qui stationnent ou sont en route pour le faire au large d'Israël. Un soutien sans faille, donc.

Mais la barbarie des bombardements qui tuent femmes, enfants, vieillards et détruisent indistinctement bâtiments, hôpitaux, ambulances, et la privation d'eau, d'électricité, de médicaments – en fait de tout ce qui est indispensable aux Gazaouis – suscitent dans le monde une indignation qui ne fait que grandir. Même Macron et Darmanin, qui ont tenté de la faire taire en France, ne peuvent plus empêcher les manifestations. Et pas seulement parce qu'ils ont été le plus souvent désavoués par les tribunaux – car il n'était pas question de se laisser bâillonner sans rien faire ! –, mais parce que ce n'est tout simplement plus tenable.

Cela a mis les soutiens de Netanyahu dans l'embarras. Après les voyages de Biden puis de Macron, c'est Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine, qui s'est précipité pour demander à Netanyahu de respecter au moins certaines formes. Mais Netanyahu et les ultras du gouvernement et de l'armée n'en ont cure, sûrs qu'ils sont de bénéficier de toute façon du soutien inconditionnel des États-Unis et de leurs alliés.

Les dirigeants occidentaux ne peuvent offrir aucune solution viable. Certains hommes politiques repartent de faire renaitre la « solution à deux États ». Soixante-quinze ans après la naissance d'Israël, trente ans après les accords d'Oslo, la population palestinienne sait qu'aucune véritable solution

ne peut venir des accords passés avec les puissances impérialistes et leurs représentants locaux. Quelle qu'elle soit, la seule perspective de « paix » que les dirigeants impérialistes peuvent offrir aux Palestiniens est le silence des peuples. Quand ce n'est pas la paix des cimetières.

Une nouvelle fois, le peuple palestinien se retrouve confronté à un massacre mené par un État surarmé soutenu par tous les États impérialistes occidentaux. Les dirigeants des pays arabes font de la démagogie anti-israélienne, voire antisémite, mais en réalité s'accommodent parfaitement de l'ordre régnant. Ces mêmes dirigeants jordaniens, syriens, libanais, libyens, égyptiens, ont montré dans le passé qu'ils n'hésitaient pas à s'en prendre eux-mêmes à la population palestinienne réfugiée ou émigrée dans leur pays.

À Gaza, en Cisjordanie, mais plus généralement dans la population des pays de la région, le Hamas apparaît comme l'organisation cherchant à résister. Pourtant, en juillet dernier, c'était lui qui tirait sur les manifestants gazaouis qui ne supportaient plus sa dictature corrompue. Mais notre soutien au peuple palestinien est inconditionnel, indépendant des dirigeants qu'il s'est donnés, ou qu'il subit. On ne peut tout simplement pas accepter que des millions de personnes vivent parqués dans des camps depuis quatre générations, sous la menace permanente des bombes ! De l'autre côté, le rôle de gendarme de l'impérialisme que les dirigeants sionistes ont accepté de jouer est un piège qui a transformé les Israéliens en géoliers. Et ils ne connaîtront jamais la paix tant que cette situation durera, c'est-à-dire tant qu'ils ne se dresseront pas eux-mêmes contre leurs dirigeants et contre l'impérialisme.

LES DIRIGEANTS NATIONALISTES PALESTINIENS ET LE PIÈGE D'OSLO

Depuis le 7 octobre, en Cisjordanie, les violences des colons se multiplient : expulsions de Palestiniens de leurs maisons et leurs champs, d'éleveurs de leurs zones de pâturages pour faire de la place à de nouvelles colonies israéliennes. À la date du 5 novembre on comptait déjà plus de 150 Palestiniens tués, 2 000 blessés et plus de 1 000 expulsés de leurs foyers.

Les colons, épaulés par l'armée, sont encouragés par le ministre des finances, d'extrême droite, qui prône l'implantation de 500 000 colons israéliens de plus en Cisjordanie. Mais cette politique, est la plus extrémiste veut accélérer, que celle d'Israël depuis les accords d'Oslo de 1993.

Les territoires officiellement accordés aux Palestiniens en 1993 n'ont cessé d'être grignotés par de nouvelles colonisations, cloisonnés de murs. L'Autorité palestinienne y est réduite à gérer la misère et faire la police. Comment une direction, celle de l'OLP et de sa principale composante le Fatah, qui

apparaissait à sa création (fin des années 1960) comme une organisation de lutte, a pu en venir là ? Par sa politique : celle d'une organisation aux perspectives limitées au seul nationalisme, dirigée par une petite bourgeoisie, radicale certes, mais dont l'objectif était d'avoir « son » État, où elle serait patronne de « son » peuple.

LES GHETTOS À GÉRER

Elle n'a eu, en signant les accords d'Oslo, que ses ghettos à gérer. Et elle s'y est pourrie à l'exercice du pouvoir. Une bourgeoisie en nombre extrêmement réduit, en grande partie issue des cadres même de l'OLP, y fait ses affaires. Elle seule a des facilités de circulation avec Israël, exploite une main-d'œuvre à bon marché dont elle exporte la production, touche les pots-de-vins des marchés publics passés par l'Autorité palestinienne. Mahmoud Abbas, à la tête de l'OLP, est lui-même accusé de corruption. Et en juin 2021, après la mort de l'activiste Nizart Banat qui

dénonçait la corruption du régime lors de son arrestation par la police de l'Autorité palestinienne, les manifestants Palestiniens dans les rues de Ramallah, criaient « *Abbas dégage* », « *Non à l'assassinat politique* », « *À bas l'autorité d'Oslo* ».

Dans les années 1960, c'étaient tous les pauvres du Moyen Orient qui regardaient la lutte du peuple palestinien avec espoir. Mais ce n'est pas du côté des pauvres de Syrie, d'Égypte ou du Liban que les dirigeants nationalistes palestiniens cherchaient des alliés pour leur lutte. Ils n'avaient d'yeux que pour les dirigeants du monde arabe dont ils ambitionnaient de faire partie.

De ce côté le peuple palestinien n'eut que trahisons et massacres.

1970 – SEPTEMBRE NOIR EN JORDANIE

En Jordanie en 1970, les Palestiniens représentaient plus de la moitié de la population, vivant dans des camps ou fondus dans les quartiers pauvres d'Amman et autres

villes. Le roi de Jordanie, qui laissait l'armée israélienne bombarder les camps palestiniens, ne voyait d'ennemis que dans son pays : ces Palestiniens et les couches pauvres jordaniennes liées à eux. Le 15 septembre il lançait son armée sur les camps et les quartiers populaires d'Amman. Il s'y sentait encouragé par l'accord donné par le président égyptien Nasser à un « plan de paix » prôné par les USA qui se réglerait sur le dos des Palestiniens en entérinant l'occupation des territoires conquis en 1967. Mais c'est au Caire, sous l'égide du président Nasser, après un massacre ayant fait des milliers de morts, que Yasser Arafat et le roi Hussein signaient un accord expulsant les combattants Palestiniens de Jordanie, vers le Liban.

C'était « Septembre noir ». Le sort des Palestiniens au Liban serait aussi noir.

PALESTINE

» 1975-1982 – DE L'INTERVENTION DES TROUPES SYRIENNES AU LIBAN AU MASSACRE DE SABRA ET CHATILA

C'est une attaque d'un car de Palestiniens par les milices d'extrême droite libanaises, les « phalanges » de Pierre Gemayel, fils d'une des grandes familles de la bourgeoisie chrétienne maronite libanaise, qui a marqué, le 13 avril 1975, le début de la guerre civile au Liban. Elle avait été précédée par la répression sanglante par l'armée, trois semaines plus tôt, d'une manifestation de pêcheurs dans la ville de Saïda. Pendant un an, d'avril 1975 à juin 1976, les quartiers ouvriers de Beyrouth et autres grandes villes (Saïda, Tripoli) furent défendus par les milices de ce qu'on appelait le camp « palestino-progressiste », alliance de la population pauvre et d'une certaine gauche libanaise, avec les milices palestiniennes, contre l'assaut des milices d'extrême droite souvent épaulées par l'armée.

Mais Yasser Arafat déclarait : « *Tout ce qui se passe au Liban est injustifiable. La révolution palestinienne sait pour sa part que le véritable champ de bataille se trouve en Palestine.* » Myopie politique, ou choix de classe d'un dirigeant nationaliste, qui voulait se montrer responsable vis-à-vis de la bourgeoisie mondiale, ne cherchait d'alliés que dans la cour des grands.

Début juin 1976, alors que les bandes d'extrême droite étaient en difficulté, le président Syrien, Hafez al-Assad (père du président et dictateur actuel), envoyait ses troupes au Liban contre les palestino-progressistes. Les milices de Gemayel écrasaient le camp de réfugiés de Tal al-Zaatar. En 1982 l'armée israélienne envahissait le Liban, et des milices libanaises massacraient les camps palestiniens de Sabra et Chatila. Les combattants palestiniens étaient éjectés du Liban, Arafat et son état-major exilés à Tunis.

1993 – ACCORDS D'OSLO SOUS L'ÉGIDE AMÉRICAINE

C'est dans cet exil qu'on est allé le chercher en 1993 pour signer, sous l'égide du président américain Clinton, ces accords d'Oslo qui allaient faire passer les Palestiniens d'habitants de « territoires occupés » à habitants de ghettos.

Mais dans le monde d'aujourd'hui, où y compris les dirigeants des pays arabes sont contestés par leur propres populations pauvres, d'autres perspectives pourraient s'ouvrir pour le peuple palestinien, internationalistes celles-là, tant les oppressions nationales et les oppressions sociales sont indissociables.

PAR OLIVIER BELIN • 07/11/2023

Pourquoi le soutien inconditionnel des USA à Israël ?

Dimanche 5 novembre, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a rencontré à Ramallah en Cisjordanie le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Si les États-Unis soutiennent inconditionnellement Israël dans sa guerre contre Gaza, ils ont un souci : que cette guerre ne déborde pas trop des frontières d'Israël et de ses territoires occupés, qu'elle ne déstabilise pas toute la région, qu'elle ne mette pas à mal l'alliance que les USA ont nouée avec les gouvernements réactionnaires du monde arabe, sanctionnée récemment par les « accords d'Abraham », signés entre certains d'entre eux et Israël, sous l'égide du grand parrain américain.

Le contenu de la visite à Ramallah est parlant : Blinken a demandé à Mahmoud Abbas de prévoir déjà l'après-guerre de Gaza et de bien vouloir alors reprendre sous son autorité le contrôle de la bande de Gaza, que l'OLP a perdu au profit du Hamas depuis 2007. Une « *Autorité palestinienne efficace et régénérée* » serait, selon le secrétaire d'État américain, la meilleure façon de gérer la misère et faire la police d'une population affamée, sans logis, sans travail, dans une bande de Gaza en ruine. C'est ce que Blinken a appelé « *l'engagement des États-Unis à œuvrer à la réalisation des aspirations légitimes des Palestiniens à la création d'un État* ». Une fois que la guerre d'Israël aura été menée jusqu'au bout ! Car sur ce terrain, le chef de la diplomatie américaine a bien précisé à son interlocuteur qu'il n'était pas question de demander à Israël le moindre cessez-le-feu.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, semble ne pas avoir pour l'instant l'envie d'accepter ce rôle. Même si, comme le rappelle le journal *Le Monde* du 6 novembre, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne

continuent à coopérer avec l'armée israélienne pour le maintien de l'ordre en Cisjordanie.

Demander à Abbas de ramasser les débris, voilà la seule distance entre les USA et leur vassal israélien.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les grandes puissances, USA en tête, ont favorisé la création d'Israël pour se débarrasser du « problème » juif, c'est-à-dire de ces Juifs qui cherchaient à fuir l'Europe où ils avaient connu les pogroms et la Shoah, et dont les grandes puissances ne voulaient pas chez elles. Tout au moins ceux qui n'étaient pas assez riches pour choisir où émigrer. Elles savaient, en créant ainsi un État sur le dos d'un autre peuple, qu'elles créaient un pays isolé dans le monde arabe environnant et en conflit permanent avec ceux qu'il expulsait. Mais justement, pour ces raisons, un État qui ne pourrait qu'être leur plus fidèle allié face aux peuples pauvres de la région. Un rôle que tous les gouvernants israéliens, qu'ils se soient dits de gauche, sociaux-démocrates, comme Golda Meir, Yitzhak Rabin ou

LE SIONISME, UNE POLITIQUE À L'ORIGINE D'UNE GUERRE SANS FIN

« *Nous sommes le peuple de la lumière, eux sont celui des ténèbres* » : cette déclaration de Netanyahu illustre une rhétorique propre au projet politique qu'on appelle le sionisme, à savoir l'idée ségrégationniste de fonder un État juif.

AUX ORIGINES DU SIONISME

À la fin du XIX^e siècle, la population juive subissait un antisémitisme grandissant en Europe¹. Beaucoup de Juifs étaient alors conscients que leur émancipation était inséparable de la lutte des classes pour le socialisme. En Europe de l'Est, le Bund (ou Union générale des travailleurs juifs) organisait plus de 30 000 ouvriers juifs.

En opposition aux partis ouvriers, le sionisme revendiquait un État exclusif pour les Juifs. Dès le premier congrès sioniste en 1897, ses dirigeants ont systématiquement encouragé la colonisation de la Palestine, après avoir hésité sur le lieu.

UN MOUVEMENT QUI SE DÉVELOPPE SOUS LA PROTECTION DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

Le Royaume-Uni promit dès 1917 de favoriser l'établissement d'un « *foyer national juif* ». L'action des sionistes consistait à exclure les paysans arabes de leurs exploitations après avoir racheté des terres aux propriétaires féodaux. Ben Gourion, secrétaire général du syndicat Histadrout, déclarait : « *Nous sommes ici pour établir une patrie de travail pour le peuple juif.* »

Les sionistes se transformèrent très rapidement en supplétifs de l'impérialisme britannique : durant la grande révolte arabe de 1936-1939, leur milice paramilitaire, la Haganah, aida à la répression.



Shimon Perez, ou de droite, voire d'extrême droite comme Menahem Beguin, Ariel Sharon et aujourd'hui Benjamin Netanyahu, ont choisi d'assumer. Et d'en rajouter par une incessante politique expansionniste, pas toujours souhaitée par les USA, car facteur d'instabilité, mais toujours couverte par eux, avec

l'appui de la France ou de la Grande-Bretagne, tant les impérialistes ont besoin de cet État, qu'ils surarment, comme gendarme éventuel contre les peuples pauvres de la région.

PAR OLIVIER BELIN • 07/11/2023

>> **LA NAISSANCE DANS LE SANG DE L'ÉTAT D'ISRAËL**

En 1939, les États-Unis fermèrent leurs frontières aux réfugiés du nazisme. Dans le même temps, la puissance coloniale britannique restreignit l'immigration juive en Palestine. Une politique qu'elle poursuivit après la Seconde Guerre mondiale. Les sionistes menèrent alors une guérilla pour la constitution d'un État juif. Des milices sionistes d'extrême droite comme l'Irgoun² décidèrent de terroriser la population palestinienne pour provoquer son exode en massacrant des villages entiers, comme celui de Deir Yassin en avril 1948.

L'État d'Israël, fondé en mai 1948, n'a cessé depuis cette date d'imposer un état de guerre permanent à sa propre population. En imposant un apartheid au peuple palestinien, il n'a offert à la population juive que des décennies d'affrontements et d'insécurité, d'embrigadement nationaliste et militariste.

UN EXPANSIONNISME EXACERBÉ

Pendant longtemps, le sionisme a cherché à s'affubler de valeurs « de gauche » via des organisations comme le Parti travailliste. Mais la politique expansionniste de l'État d'Israël s'est confirmée en 1967 avec l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan. Après la guerre des Six Jours de 1967, les premières colonies de peuplement furent créées dans les territoires occupés, avec leur cortège d'expulsions. Cette politique s'est accélérée après l'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977 et n'a pas cessé avec les accords d'Oslo de 1993.

Netanyahu, à la tête d'un gouvernement d'extrême droite, a intensifié cette po-

litique. En 2018, la loi « Israël, État-nation du peuple juif » a officialisé un système faisant des Arabes israéliens des citoyens de seconde zone. Quant au rythme de la colonisation, il a explosé, augmentant de 42 % depuis 2010, et atteignant le chiffre de 700 000 colons.

Le ministre des Finances, Bezalet Smotrich, a récemment affirmé que « *les Palestiniens n'existent pas parce que le peuple palestinien n'existe pas* » : des propos qui s'inscrivent dans la trop longue histoire du sionisme, qui a fait d'un peuple le geôlier d'un autre.

PAR MARTIN ERAUD • 06/11/2023

1. Sur le rôle du capitalisme dans l'oppression des populations juives en Europe, voir les analyses du militant trotskyste Abraham Léon, mort en 1944 à Auschwitz, dans *La conception matérialiste de la question juive* (1942), Paris, Entremonde, 2018.

2. L'Irgoun, à partir de 1943, était alors dirigée par un certain Menahem Begin, futur Premier ministre israélien en 1977. Membre de l'organisation sioniste « révisionniste » d'extrême droite Betar, il prit en 1943 la tête de l'Irgoun et organisa près de 300 exactions, dont l'attentat de l'Hôtel King David de Jérusalem en 1946, qui fit près d'une centaine de victimes. Son rôle dans les exactions contre les Palestiniens et dans le massacre de Deir Yassin n'empêcha pas les membres du comité Nobel de lui attribuer le prix Nobel de la paix en 1978, après avoir signé les accords de Camp David entre Israël et l'Égypte sous égide américaine. L'évolution du sionisme vers l'extrême droite n'est pas une rupture avec l'histoire de ce mouvement.

Ni antisémitisme, ni islamophobie : union de tous les travailleurs !

Plus de mille actes antisémites auraient été enregistrés en trois semaines en France depuis le 7 octobre. Affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien n'a rien à voir avec assimiler tous les Juifs au gouvernement israélien. C'est le sionisme et la politique de l'État d'Israël que nous combattons, dont les bombardements et massacres montrent le visage monstrueux. Et voilà que les chefs de l'extrême droite, descendants idéologiques de Pétain et antisémites notoires, se drapent du manteau de la lutte contre l'antisémitisme ! Tout ça pour déverser de plus belle leur racisme anti-arabe.

Comme toutes les formes de racisme, l'antisémitisme aussi bien que le racisme anti-arabe doivent être combattus, ici et maintenant, et rien de ce qui se passe en Palestine ne peut les justifier. Notre sort ne dépend pas d'une absurde guerre de race ou de religion qui ne fait que dresser les exploités contre d'autres exploités. Travailleurs de toute origine, ici comme au Moyen-Orient, unissons-nous !

• 07/11/2023

>> **POUR ALLER PLUS LOIN**

Lire les versions longues de nos articles du dossier Palestine sur notre site internet nouveaupartianticapitaliste.fr/dossier-palestine



TERRORISTE ? RÉSISTANT ? PARTI RELIGIEUX OBSCURANTISTE ? CE QU'EST LE HAMAS

Vainqueur des dernières élections générales palestiniennes en 2006, et au pouvoir dans la bande de Gaza depuis 2007, le Hamas a eu le temps de montrer ce qu'il est : un parti à la politique antisociale, autoritaire et brutale, loin de l'organisation héroïque de résistance qu'il prétend être.

MISÈRE, RÉPRESSION ET ARGENT DU QATAR

Pour les classes populaires gazaouies, le gouvernement du Hamas est celui qui, l'été dernier, a imposé une taxe de 15 % sur les allocations de 100 dollars versées par le Qatar aux familles les plus pauvres. Il est celui qui, malgré les coupures d'électricité, refusait de mettre en marche l'un des réacteurs de la seule centrale électrique de la bande de Gaza, jusqu'à ce que le Qatar prenne son fonctionnement en charge. Ce gouvernement est celui qui a envoyé ses forces répressives en réponse aux manifestations contre la vie chère en avril 2015, en janvier 2017, en mars 2019 et en juillet 2023, faisant des centaines de blessés, et a fait arrêter les initiateurs des mobilisations pour les soumettre à la torture...

Dans un territoire de 360 km², habité par 2,3 millions de personnes, soumis au blocus, aux bombardements et aux incursions militaires incessantes, dans lequel le chômage atteint 45 %, où le revenu moyen est de moins de 5 euros par jour et où 80 % des eaux souterraines sont détournées en amont par Israël, les revenus du gouvernement ne peuvent être assurés que de l'extérieur. Les États-Unis et l'Union européenne réservant leur soutien au seul gouvernement de Mahmoud Abbas, c'est le Qatar qui assure les revenus du pouvoir

gazaoui : 30 millions de dollars sont versés chaque mois pour financer les salaires des fonctionnaires, les infrastructures, les aides sociales... et le train de vie des dirigeants.

Le Hamas n'a en fait rien à envier à son rival du Fatah : ses dirigeants vivent eux aussi de rentes et s'accommodent d'une situation qu'ils n'ont pas intérêt à faire évoluer significativement. C'est d'ailleurs avec l'accord de l'État israélien que l'argent qatari peut leur parvenir, d'autant que cette division géographique et politique est considérée par Netanyahu comme un obstacle supplémentaire à la perspective d'un État palestinien.

UN SOUS-PRODUIT DE L'OPPRESSION ISRAËLIENNE

Voyant sa légitimité écornée par l'exercice du pouvoir, et concurrencé par la surenchère de son rival du Djihad islamique, le Hamas trouve dans ses actions de « résistance », jusqu'à l'attaque du 7 octobre, la dernière justification de son existence.

Car c'est bien en se présentant comme une force de lutte sans concession contre l'État sioniste que le Hamas s'est construit à partir de la fin des années 1980, sous l'impulsion des Frères musulmans égyptiens. Disputant son influence à

la gauche nationaliste, sous l'œil bienveillant des autorités israéliennes et de l'impérialisme états-unien, il a connu une croissance accélérée après les accords d'Oslo.

Durant la seconde intifada, au début des années 2000, alors que l'Autorité palestinienne collaborait, il s'est présenté comme la nouvelle force de résistance intransigeante, bien loin des compromissions et de la corruption du Fatah. C'est bien pour avoir occupé cette place, et non pour son programme religieux obscurantiste, qu'il a remporté les élections de 2006.

En dépit de ces résultats, les États-Unis et l'Union européenne ont décidé depuis de ne reconnaître que Mahmoud Abbas, élu président de l'Autorité palestinienne en 2005, comme interlocuteur. Non par horreur pour les actes du Hamas - beaucoup de leurs amis, à commencer par Netanyahu, ont encore plus de sang sur les mains -, mais bien par volonté de choisir eux-mêmes les dirigeants qu'ils estiment convenables pour un peuple colonisé.

Loin de l'hypocrisie et du cynisme des dirigeants impérialistes, notre refus de toute complaisance vis-à-vis du Hamas ne signifie pas le renvoyer dos à dos avec l'État colonial d'Israël et, encore moins, conditionner notre solidarité avec le peuple palestinien. C'est au contraire affirmer que le développement de cette organisation réactionnaire est une conséquence de l'oppression israélienne.

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 06/11/2023

>> Version longue de l'article à lire sur notre site internet. nouveaupartianticapitaliste.fr/dossier-palestine



PALESTINE

Quelle issue pour les populations de Palestine mais aussi d'Israël ?

D'un côté un État colonial, avec un gouvernement d'extrême droite, qui mène une guerre qui tourne au nettoyage ethnique. De l'autre, la lutte légitime du peuple palestinien pour son existence, mais avec à sa tête une organisation fondamentalement réactionnaire. Les perspectives semblent bouchées pour les peuples de la région. La lutte du peuple palestinien rencontre un immense écho dans le monde, en particulier dans le monde arabe, et elle a déstabilisé plus d'une dictature dans cette région. Mais cette lutte n'a pas pour l'instant débouché sur une lutte indépendante de la classe ouvrière, ni en Palestine, ni dans les pays arabes, où tous les pauvres regardent avec espoir la lutte du peuple palestinien. Ni en Israël : aucune lutte commune des travailleurs israéliens et palestiniens, qui travaillent pourtant côte à côte pour les mêmes patrons et ont un ennemi commun, cet ordre impérialiste au service duquel sont les dirigeants de tous les États de la région. Car c'est cet ordre qui est responsable de la situation. Et l'oppression nationale n'est d'ailleurs qu'un des aspects, un des outils de l'oppression sociale. Parler d'internationalisme, de lutte commune dépassant les frontières du petit Israël et de ces territoires palestiniens occupés par lui, alors que des centaines de milliers de Palestiniens vivent exilés dans les pays voisins et en Israël même, dépassant les frontières d'origine ou de religion, est indispensable pour poser les jalons d'une société où chacun pourra vivre sans se sentir menacé en tant qu'Arabe ou en tant que Juif. Beaucoup, même parmi ceux que révolte le sort du peuple palestinien, préfèrent se retrancher dans la défense d'un point de vue humanitaire : la paix ! Mais c'est seulement le combat commun des opprimés qui peut l'apporter.

EN ISRAËL, COLÈRE CONTRE LE GOUVERNEMENT, MAIS DE BIEN FAIBLES VOIX DEMANDANT L'ARRÊT DU MASSACRE

Certains témoignages qui nous parviennent d'Israël reflètent une véritable colère contre le gouvernement de Netanyahu, sans doute parce qu'il n'a pas empêché les crimes du 7 octobre et se moque éperdument du sort des otages kidnappés par le Hamas. Contre la situation imposée aux Gazaouis, ils étaient quelques centaines d'Israéliens à manifester dimanche 29 octobre devant le quartier général de l'armée pour réclamer un cessez-le-feu.

Quelques centaines, c'est peu dans un pays où, il y a à peine plus d'un mois, des centaines de milliers de personnes défilaient contre Netanyahu. Des voix s'élèvent, bien sûr, par exemple dans les colonnes du quotidien *Haaretz*. Mais, pour l'heure, le fracas des bombes les étouffe.



L'ampleur du massacre ainsi que les manifestations dans le monde exigeant que cela cesse, les manifestations de Juifs, en particulier de New-Yorkais dont les liens avec Israël sont étroits, affirmant « *Pas en notre nom* » : peut-être tout cela aboutira-t-il à ce que les Israéliens ouvrent les yeux sur ce qui se fait, en leur nom justement. En espérant qu'il ne soit pas trop tard.

IL MANQUE UNE POLITIQUE DE CLASSE ET INTERNATIONALISTE...

Côté palestinien, l'heure n'est plus à la contestation du Hamas comme dans les semaines qui ont précédé le 7 octobre. En Cisjordanie, le rejet de l'Autorité palestinienne et de son chef complètement discrédité, Mahmoud Abbas, risque fort d'aboutir à un Hamas grandi aux yeux des Palestiniens.

En Israël, au vu de l'horreur du massacre en cours, réclamer l'arrêt de la guerre peut – en tout cas c'est à espérer – finir par fédérer une partie de la population israélienne. Mais cela ne changera pas la politique qui a conduit à la situation actuelle.

Poser aujourd'hui les problèmes en termes de classe n'est guère évident, à un moment où les bombes rendent inaudible

tout discours autre que belliciste. Le premier combat qui s'impose néanmoins est celui contre l'occupation. C'est en luttant contre celle-ci que les travailleurs palestiniens ont déjà acquis la solidarité de bien des travailleurs de toute la région, et au-delà. C'est aussi cette lutte qui, demain, peut entraîner l'adhésion d'une fraction de la population israélienne qui prendrait conscience de l'impossibilité de vivre « en paix » au sein d'une puissance d'occupation brutale. Une lutte commune contre la colonisation et ses conséquences unifierait les travailleurs de toute la région derrière un même objectif. Il faudra trouver la voie d'une lutte sur un terrain internationaliste, sur un terrain de classe pour débarrasser la planète de tous les fauteurs de guerres, ces gouvernants – au premier rang desquels les puissances impérialistes occidentales – qui voient dans l'expansion territoriale ou la soumission d'un autre peuple un moyen d'étendre le domaine d'exploitation de leur bourgeoisie, dans les oppositions religieuses racistes ou nationales un moyen de diviser entre eux les exploités et dans le nationalisme une façon de garantir leur fief. Il est donc essentiel que la voix des révolutionnaires, une voix de classe se fasse entendre.

... QUI POURRAIT RÉSONNER AVEC LES RÉVOLTES POPULAIRES PARTOUT DANS LE MONDE

Les travailleurs israéliens payent un lourd tribut à l'économie de guerre permanente par des prix élevés et des bas salaires. S'il y a bien moins d'ouvriers palestiniens travaillant en Israël qu'avant la deuxième intifada, il en reste 140 000 qui côtoient des travailleurs juifs israéliens, mais aussi arabes israéliens ou chrétiens israéliens, ainsi que des travailleurs venus de Thaïlande, du Népal, des Philippines¹. Le climat qui prévaut actuellement en Israël n'est évidemment pas propice à des luttes communes des travailleurs israéliens et palestiniens. Mais, objectivement, les éléments sont là, et des luttes communes contre des exploiteurs communs seraient un point de départ pour le combat pour un avenir commun autre que celui préparé par l'impérialisme et ses représentants locaux.

La lutte du peuple palestinien a, dans le passé, suscité un immense espoir et, aujourd'hui, elle résonne avec la vague de soulèvements des classes populaires dans le monde entier : au Chili, au Liban, en Algérie, en Turquie, au Sri-Lanka, en Iran. Les mêmes conditions d'exploitation et d'oppressions exacerbées suscitent la colère des classes populaires partout dans le monde à commencer par la poudrière du Moyen-Orient et Afrique du Nord, où la population est particulièrement attentive à la situation du peuple palestinien. Et les Palestiniens sont présents non seulement dans les pays arabes, mais de quelques dizaines de milliers à plusieurs centaines de milliers, ils vivent et travaillent au Pakistan, en Turquie, en Azerbaïdjan, dans les pays du Golfe, en Algérie, et aussi dans l'Union européenne, aux États-Unis, au Chili...

Les manifestations massives dans le monde entier montrent que la brutalité de l'intervention israélienne suscite partout l'indignation des classes populaires et un sentiment de solidarité avec les Palestiniens qui cherche à s'exprimer. C'est le moment où jamais d'offrir une réelle perspective de classe et internationaliste.

Pour l'heure, en ce qui nous concerne ici, il s'agit donc de tout faire pour que la mobilisation s'organise et s'amplifie. Aujourd'hui, il s'agit d'obtenir que s'arrête le massacre des Gazaouis. La mobilisation internationale peut y contribuer. Mais c'est l'occupation israélienne elle-même qui doit prendre fin.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER

• 07/11/2023

1. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui, avec le déclenchement de la guerre actuelle, ont préféré rentrer dans leur pays, laissant des milliers d'emplois vacants.

>> Version longue de l'article à lire sur notre site internet.

nouveaupartianticapitaliste.fr/dossier-palestine



ÉTATS-UNIS UNE BELLE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

La grève de six semaines de l'automobile s'est terminée le week-end du 25 octobre avec l'annonce d'un accord conclu pour un nouveau contrat avec Ford. Quelques jours plus tard, le syndicat des travailleurs de l'automobile, l'UAW, a annoncé des accords avec les deux autres entreprises des Big Three, General Motors et Stellantis.

ÉTATS-UNIS, OCTOBRE 2023 | CORRESPONDANTS



Les nouveaux contrats de l'UAW prévoient une augmentation de salaire immédiate de 11 % pour tous les travailleurs de production qui touchent déjà le salaire le plus élevé, de 32 dollars de l'heure. Ceux qui gagnent moins recevront des augmentations proportionnellement plus importantes. L'ancien contrat comportait deux barèmes différents (deux « niveaux »), l'un pour les travailleurs embauchés avant 2007 et l'autre, inférieur, pour ceux qui ont été embauchés après. Tous les travailleurs de la production ayant au moins quatre ans d'ancienneté gagneront le même salaire horaire à l'expiration des conventions collectives en 2028. D'ici-là, le syndicat estime que le salaire le plus haut, ajustements en fonction de l'inflation compris, sera de 42 dollars de l'heure. Malgré tout, cela ne compense pas les pertes dues aux importantes concessions sur les salaires acceptées par l'UAW en 2007.

Dès que les accords de principe ont été annoncés, l'UAW a demandé à tous les grévistes de reprendre le travail et de les valider par leur vote.

Stellantis a accepté de rouvrir une usine fermée au printemps et a réembauché les travailleurs licenciés. Mais, avec le passage à l'électrique, les travailleurs de l'automobile sont inquiets pour leurs emplois. Les constructeurs ont convenu de placer certaines des nouvelles usines de batteries et de production électriques dans le cadre de la

convention collective, mais pas toutes : les Big Three veulent profiter de cette transition pour imposer des salaires et des avantages sociaux bien inférieurs aux normes syndicales, en implantant des usines dans des régions où les travailleurs sont peu syndiqués. Des entreprises non syndiquées¹ comme Toyota produisent 60 % des véhicules neufs vendus aux États-Unis.

Bien que la façon dont l'UAW a organisé la grève, du haut vers le bas (« top-down ») n'a rien de nouveau, la rhétorique remarquée de la lutte des classes du président du syndicat nouvellement élu, Shawn Fain, a plus aux travailleurs des entreprises américaines. Cette grève a été observée de partout, y compris en Europe. La tactique du syndicat ne permettait pas aux travailleurs de base d'avoir leur mot à dire. La rupture de Shawn Fain avec le discours habituel a été appréciée des travailleurs. Mais, pour relever les défis lancés par une industrie en transition, il leur restera à conquérir le contrôle sur leurs propres luttes.

ARTICLE DE NOS CAMARADES AMÉRICAINS DU GROUPE **SPEAK OUT NOW** • 06/11/2023

1. Aux États-Unis, le droit d'implanter un syndicat dans une entreprise n'est pas automatique : il faut auparavant un vote majoritaire des travailleurs de l'entreprise.

PSA NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE DE LA MÉTALLURGIE DE 2024 : UNE ACCÉLÉRATION DES ATTAQUES CONTRE NOUS TOUS !

En octobre, plusieurs mouvements de colère ont eu lieu à Alstom, Safran ou PSA contre l'application de la nouvelle convention collective nationale de la métallurgie qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Fruit de sept ans de négociations, signée par FO, la CFDT et la CGC, concernant 1,6 million de métallurgistes et 42 000 entreprises, elle va permettre au patronat d'augmenter son arsenal de guerre contre les salariés.

Pour tous, la grille des salaires basée depuis des décennies sur des coefficients disparaîtra. Le salaire sera déterminé par le poste occupé, et ne tiendra plus compte des diplômes ni du passé professionnel du salarié.

Les droits des salariés seront nivelés par le bas, avec perte de rémunération possible en cas de changement d'emploi, baisse des primes et congés, augmentation de la période d'essai, fin des particularités régionales, notamment sur les jours fériés et sur les primes... Des accords, entreprise par entreprise, définiront les applications concrètes, pour ainsi atomiser les possibles réactions.

UNE EX ET CÉLÈBRE MAISON DES MÉTALLOS... DEVENUE THÉÂTRE. | PARIS



DANS LES USINES PSA-STELLANTIS

À PSA-Stellantis par exemple, la direction veut faire valider un accord local qui ferait passer le maximum de jours de congés d'ancienneté de 6 à 5 jours, baisserait la majoration de 18 % à 15 % pour la nuit et baisserait celle des équipes VSD (vendredi, samedi et dimanche)... La direction annonce elle-même des baisses des salaires mensuels, dès janvier 2024 : jusqu'à 132 euros pour un ouvrier de nuit, 196 euros pour des ouvriers en VSD de nuit.

Le projet d'accord de PSA prévoit bien deux indemnités compensatrices pour qu'il

n'y ait pas de perte pour les salariés (mais pas pour les nouveaux embauchés et les intérimaires). Mais ces indemnités diminueront à chaque augmentation de salaire... au final le salaire sera bloqué pour des années et le pouvoir d'achat pulvérisé par l'inflation.

L'ancienne convention, plus favorable aux salariés puisque imposée par des luttes d'ampleur de 36 ou 68, avait déjà été affaiblie et comportait dès l'origine toute une logique corporatiste qui fractionnait les métallurgistes en de nombreuses catégories. Que ce soit avec l'ancienne ou avec la nouvelle convention, le problème fondamental des travailleurs reste de se défendre, non pas seuls, mais avec des mots d'ordre communs : pour les mêmes droits, nivelés par le haut, pour 400 euros de plus pour tous, pas de salaires sous 2 000 euros, l'indexation des salaires sur les prix... et donc pour le refus de cette nouvelle convention collective !

CORRESPONDANTS • 06/11/2023

AUGMENTEZ LES SALAIRES, PAS LES ACTIONNAIRES !

+400€ NET/MOIS

LES SALAIRES DOIVENT SUIVRE LES PRIX

PAS UN REVENU EN DESSOUS DE 2000€ NET

>> SUR NOTRE SITE INTERNET



Plus d'articles des premières lignes à lire : nouveau-partiantcapitaliste.fr

AIRBUS TOULOUSE

Un licenciement qui ne passe pas !

La direction d'Airbus voudrait faire subir un licenciement express à un peintre. Son crime ? Avoir oublié, il y a plus d'un mois et demi, de mettre son harnais de sécurité alors même qu'il avait enchaîné les heures supplémentaires (quatre samedis consécutifs travaillés), avec la fatigue que cela entraîne... Malgré ses huit ans de présence sans reproche, c'est encadré par six vigiles qu'il a dû quitter le site !

À l'annonce du licenciement, jeudi 2 novembre, les peintres se sont mis en grève. Elle a été reconduite vendredi et a repris lundi et mardi, l'équipe de VSD ayant pris le relais pour le week-end, avec environ 80 % de grévistes.

Alors que la direction a été alertée par la CGT sur divers dangers au pôle peinture (qui concentre le plus d'accidents du travail), sa seule réponse est la « responsabilisation individuelle » (alors que les masques anti-poussières et les gants manquent) et la répression, sur fond d'augmentation des cadences et des heures sup !

La grève des peintres pour la réintégration de leur collègue est la seule réponse face à cette logique patronale.

CORRESPONDANTS • 07/11/2023

LES MÉTHODES MAFIEUSES DE LA DIRECTION MISES EN ÉCHEC À LA POSTE DANS LE 92

Depuis la grève de quinze mois de 2018-2019, la direction de La Poste n'arrive pas à mettre en place de réorganisation dans la majorité des centres de distribution des Hauts-de-Seine. Alors que la moyenne nationale entre deux restructurations est de deux ans, elle est de huit ans dans le 92. Certains bureaux n'ont pas subi de suppressions de tournées depuis 2010, comme Levallois ou Asnières-sur-Seine, grâce à la combinaison de grèves et d'expertises CHSCT pour mettre en cause la mesure de la charge de travail.

Le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire de Sud Poste 92, avait pour but de décapiter le syndicat majoritaire. Mais les élections de 2018, 2020 et 2022 ont enregistré un renforcement du syndicat. À la veille de la mise en place des CSE en 2024, il y a une possibilité que Sud soit majoritaire à l'échelle de toute l'Île-de-France, et donc que le blocage des réorganisations s'étende à toute la région.

MÉTHODES MAFIEUSES

La nouvelle direction régionale de La Poste avait engagé en 2021 une longue série de commissions disciplinaires contre les militants et sympathisants de Sud : quatre-vingts commissions disciplinaires en deux ans, avec licenciements ou mises à pied allant jusqu'à trois mois ! Mais là encore, au-delà du syndicat, cela n'a pas suffi à briser la résistance des postiers du 92.

En 2023, la direction a décidé de passer à d'autres méthodes. Elle a mobilisé les cadres et, avec l'aide de représentants syndicaux rivaux de Sud, elle a embrigadé une minorité des factrices et facteurs en leur promettant promotions et primes de plus de 3 000 euros (deux salaires mensuels de facteur). Une petite bande spécialement dispensée de boulot, payée par l'entreprise pour s'en prendre aux représentants locaux en amont et pendant les votes des expertises par des menaces et pressions, jusqu'à des agressions physiques en pleine réunion de CHSCT, sous l'œil complice des cadres !

CAMOUFLET POUR LA DIRECTION

Le syndicat n'a pas flanché, il a continué à s'opposer aux réorganisations et à voter des expertises, en allant jusque devant les tribunaux pour faire respecter le droit des postiers. Le 3 novembre 2023, une décision de justice dévastatrice pour La Poste a fini par tomber concernant la réorganisation de Levallois : non seulement la délocalisation du centre et les suppressions de postes sont bloquées sous peine d'une astreinte de 5 000 euros par jour, mais la responsabilité des cadres qui ont encouragé les violences à l'encontre des militants est dénoncée de manière explicite, ouvrant la possibilité de poursuites au pénal. De quoi encourager les postiers qui résistent et leur syndicat, qui appelle à une grève contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires le 12 décembre.

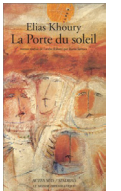
Une sélection de livres et de films concernant la question palestinienne

Nous n'avons pas la prétention de proposer une bibliographie et une filmographie exhaustives concernant ce qu'il est convenu d'appeler « le conflit israélo-palestinien ». Ces événements de plus d'un siècle, qui ont secoué une région et même le monde entier, ont donné lieu à une immense littérature, politique, romanesque et à un immense trésor de documents filmés et d'images. Ci-dessous, nous proposons une très modeste sélection. Nous proposons dans la rubrique « culture » de notre site (nouveau-parti-anticapitaliste.fr), un choix plus conséquent. Quoi qu'il en soit, nous invitons à lire, écouter, regarder... pour mieux comprendre, et pour mieux lutter face aux crimes des impérialistes contre les travailleurs et les peuples !

ROMANS

LA PORTE DU SOLEIL D'ELIAS KHOURY

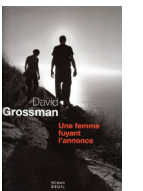
Pour tenter de tirer du coma son père spirituel, héros de la résistance palestinienne, le narrateur raconte les événements de la guerre civile libanaise tout juste achevée, les épisodes marquants de sa propre existence et les itinéraires souvent douloureux d'une poignée d'hommes et de femmes happés par l'histoire après leur expulsion de Galilée en 1948.



Actes Sud (Babel), 1998, 704 p., 12,70 €.

UNE FEMME FUYANT L'ANNONCE DE DAVID GROSSMAN

Une femme fuit Jérusalem pour ne pas être joignable. Son fils, qui finit son service militaire, est parti en mission spéciale de 28 jours dans une ville palestinienne et elle craint qu'il soit tué. Elle part sur les routes de Galilée, avec ses souvenirs dont celle de la rencontre de son ex-mari, son premier amour pendant la guerre des Six Jours.



Points, 2012, 783 p., 9,50 €

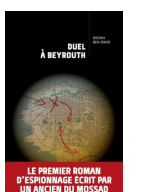
POLARS DE BATYA GOUR (ÉCRITS ET PUBLIÉS ENTRE LA FIN DES ANNÉES 1980 ET 2006)

Des intrigues policières, prétextes à des descriptions de la société israélienne, ou plutôt des micro-sociétés à l'intérieur du pays. Discrimination ethnique, pauvreté, chômage, nouveaux immigrants ou vol d'enfants yéménites sont les sujets de *Meurtre sur la route de Bethléem* ou *Le Meurtre du samedi matin*.

Édités en livre de poche, Folio policiers.

DUEL À BEYROUTH DE MISHKA BEN-DAVID

Limogé du Mossad, Ronen disparaît après l'échec d'une mission contre un dirigeant du Hezbollah, responsable d'attentats-suicides en Israël. Premier roman d'espionnage d'un ancien du Mossad, publié en Israël en 2002.



Nouveau Monde, 2023, 360 p., 18,90 €.

ISRAËL, L'AGONIE D'UNE DÉMOCRATIE DE CHARLES ENDERLIN

Ancien correspondant de France 2 en Israël de 1981 à 2015, Charles Enderlin alerte et éclaire les lecteurs sur la trajectoire de la vie politique israélienne. La description, à la fois chronologique et très précise, permet en une cinquantaine de pages de saisir la rapidité et la profondeur de l'évolution raciste et antidémocratique dans laquelle Netanyahu et son gouvernement ont plongé la société israélienne.

Seuil (Libelle), 2023, 51 p., 4,90 €.



LES DIX LÉGENDES STRUCTURANTES D'ISRAËL D'ILAN PAPPÉ

Ilan Pappé est le chef de file des « nouveaux historiens » israéliens qui ont mis en pièce la version sioniste de l'histoire du judaïsme et de la Palestine. Il continue sur cette lancée en démontant dix idées reçues sur la question. Un petit livre très didactique, à la lecture facile et qui permet de remettre les choses en perspective.

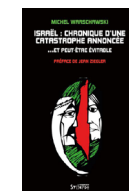
Les Nuits rouges, 2021, 215 p., 11 €.



ISRAËL, CHRONIQUE D'UNE CATASTROPHE ANNONCÉE... ET PEUT-ÊTRE ÉVITABLE DE MICHEL WARSCHAWSKI

Militant d'extrême gauche et ancien membre du Matzpen, dans son dernier livre datant de 2018, Michel Warschawski exprime son inquiétude sur l'évolution de la société israélienne, suite au vote sur la loi d'État-nation du peuple juif et au déclin du mouvement pour la paix. Un ouvrage intéressant, emblématique de son combat pour un État rassemblant à égalité Juifs et Palestiniens.

Syllepse, 2018, 102 p., 8 €.



L'ÉCHEC D'UNE UTOPIE : UNE HISTOIRE DES GAUCHES EN ISRAËL DE THOMAS VESCOVI

Ce livre revient de manière historique sur le mouvement sioniste et sur son illusoire ancrage à gauche, pour se poser plusieurs questions. Il analyse de façon très fine l'échiquier politique de la gauche israélienne. Un excellent livre sur la question israélo-palestinienne, paru récemment.

La Découverte (Cahiers libres), 2021, 372 p., 22 €.



PALESTINE, FRAGMENTS, LUTTES ET ANALYSES 2019-2020

Dans cette revue proposée par l'Union syndicale Solidaires, on trouve une chronologie très claire de la question israélo-palestinienne, de la fin du XIX^e siècle à nos jours, des cartes, mais surtout la description de nombreux aspects de la vie quotidienne des Palestiniens aujourd'hui : apartheid, prisonniers politiques, partis et organisations, mouvement syndical.

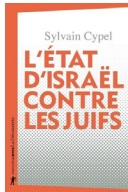
Publié par l'Union syndicale Solidaires, n°14, hiver 2019-2020, 296 p., 8 €. En ligne : solidaires.org



L'ÉTAT D'ISRAËL CONTRE LES JUIFS DE SYLVAIN CYPEL

Ancien journaliste, militant au Matzpen, organisation d'extrême gauche israélienne dans les années 1970, Sylvain Cypel dénonce l'évolution actuelle de l'État israélien et en montre les dangers pour la population juive elle-même.

La Découverte (Cahiers libres), 2020, 320 p., 20 €.



Manifs de masse pour la Palestine : c'est parti !

60 000 personnes à Paris, 5 000 à Lille, Lyon, Marseille, des centaines dans bien des villes... Samedi 4 novembre, les premières manifestations massives de soutien à la lutte du peuple palestinien ont eu lieu en France.

DES MANIFESTATIONS ENCOURAGEANTES CAR POPULAIRES ET PLEINES DE RAGE

Enfin éclate au grand jour la colère ressentie par des milliers de jeunes, de travailleuses et travailleurs. Indignation face aux massacres de masse perpétrés contre la population de Gaza. Dégoût face au racisme qui s'exprime de manière ouverte dans les médias et dans la bouche des gouvernants. Mais aussi le sentiment de la force du nombre qui trouvait enfin le chemin de la rue : alors que les organisations institutionnelles du mouvement ouvrier – partis de gauche comme syndicats – étaient plus que discrètes, ce sont les très nombreuses femmes, jeunes et moins jeunes, souvent d'origine maghrébine, qui ont dynamisé les cortèges. Les jeunes des quartiers populaires étaient présents en nombre, au sein de manifestations diverses, où étaient largement repris les slogans mettant en cause la complicité de Macron et des grandes puissances avec l'État d'Israël.

LA POLITIQUE DE L'ÉTOUFFOIR NE PEUT PAS MARCHER ÉTERNELLEMENT !

Pendant près d'un mois, Macron, Darmanin et leur cohorte de préfets se sont acharnés à interdire tous les rassemblements et manifestations. Leurs arguments se résumaient aux amalgames odieux qui assimilent la solidarité avec la lutte du peuple palestinien à un soutien au « terrorisme » et à l'antisémitisme. Mais ces gesticulations, relayées par l'ex-



trême droite (qui, il est vrai, s'y connaît bien en matière d'antisémitisme !), n'ont pas pu dissimuler bien longtemps l'infamie du soutien sans faille de l'État français à un gouvernement israélien intégriste religieux et nationaliste fanatique. À l'opposé d'une guerre entre communautés fantasmée et excitée par en haut, les réactions populaires dans les rues du monde entier montrent que la solidarité franchit au contraire toutes les frontières.

Cette solidarité envers le peuple palestinien, dont le caractère de classe est latent, pourrait réunir dans la rue les milieux de travailleurs militants ouvriers, de celles et ceux qui se sont battus en gilet jaune ou pour les retraites, les milieux immigrés et la jeunesse des quartiers populaires qui s'est soulevée contre les violences policières. C'est cela que la logorrhée macroniste a cherché à empêcher. C'est ce à quoi nous devons nous employer.

La paralysie et la lâcheté des principales organisations du mouvement social, dénuées de toute volonté de contester les interdictions de manifestation, a laissé le champ libre au gouvernement... jusqu'à ce que la colère déborde. En cherchant à manifester même en cas d'interdiction, et en contestant l'interdiction de manifester jusqu'au tribunal, nous avons obtenu, aux côtés d'Europalestine, la levée d'interdiction le soir du 19 octobre à Paris, ce qui a ouvert la voie aux premiers rassemblements non interdits qui ont grossi de semaine en semaine.

AMPLIFIER ET ANCRER LA MOBILISATION DANS LES QUARTIERS, DANS LES LIEUX D'ÉTUDES ET DE TRAVAIL

Il ne faut bien sûr pas s'arrêter là. On se demande souvent comment agir face au massacre en cours, en plus des manifestations...

En réponse à un appel des syndicats palestiniens aux travailleurs du monde entier à « s'opposer à la production et l'acheminement d'armes vers Israël », plusieurs syndicats belges du secteur de la manutention ont exprimé dans un communiqué leur « refus de manutentionner du matériel militaire destiné à la guerre en Palestine ». C'est aussi directement sur les lieux de travail, en perturbant l'appareil militaire et en faisant pression sur les gouvernements qui soutiennent la politique colonialiste d'Israël. Car c'est nous, travailleurs et travailleuses, qui faisons tout fonctionner.

« Cette solidarité envers le peuple palestinien, dont le caractère de classe est latent, pourrait réunir dans la rue les milieux de travailleurs militants ouvriers, de celles et ceux qui se sont battus en gilet jaune ou pour les retraites, les milieux immigrés et la jeunesse des quartiers populaires qui s'est soulevée contre les violences policières.

Il faut ancrer la mobilisation dans les lieux de travail et d'études. D'abord pour amplifier les manifestations qui montrent que le massacre des Palestiniens ne se fera pas au nom des classes populaires.

PAR XAVIER CHIARELLI • 06/11/2023

Prochaines élections européennes : nos efforts pour qu'existe un pôle des révolutionnaires !

Le CPN de septembre du NPA a adopté une résolution intitulée « Pour que le NPA soit présent aux élections européennes de 2024, pour que nous permettions que s'y affirme un pôle révolutionnaire ». Cette résolution a acté avant toute chose que le NPA entrait en campagne et se donnait les moyens de se présenter.

La tragique actualité internationale de la guerre menée par l'État d'Israël contre la population de Gaza a évidemment renvoyé au second plan les discussions sur les moyens politiques et les efforts financiers de l'engagement dans cette campagne électorale. Sans les passer à la trappe. Le basculement dans une situation politique brûlante, ouverte par les événements du Proche-Orient et ses répercussions politiques importantes ici en France, comme ailleurs dans le monde, montrent d'ailleurs qu'il serait hasardeux de vouloir ficeler dès aujourd'hui les grandes lignes d'un programme et d'un profil pour la campagne de juin 2024.

Une seule certitude : il est indispensable qu'une liste de travailleurs et travailleuses, de jeunes, de militants révolutionnaires porte la voix des luttes sociales et interna-

tionnalistes, et les perspectives communistes dans les seules élections qui auront lieu à une échelle nationale avant la présidentielle de 2027.

Notre résolution du CPN de septembre fixait aussi la perspective de nous présenter dans le cadre d'un pôle des révolutionnaires. Nous n'avons pas renoncé à une campagne commune. La discussion se poursuit. Notre démarche reste têtue (pardon, obstinée !) pour qu'existe un pôle des révolutionnaires dans ces prochaines élections européennes, entre les organisations qui ont exprimé la volonté d'y être présentes en toute indépendance de la gauche institutionnelle, et de s'en donner les moyens. Certes pour le moment, en plus de nous, seulement Lutte ouvrière.

Et une nouvelle priorité s'ajoute aux autres : le succès de notre souscription pour le NPA qui permettra de mener toutes nos activités, dont notre campagne aux européennes.

SOUSCRIPTION SOUTENEZ LE NPA !

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent. Nous ne touchons aucune subvention de l'État et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, jeunes, travailleuses et travailleurs pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches – le NPA est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections !

Les dons donnent droit à une réduction d'impôts.

Pour les informations pratiques sur les modalités de paiement (par chèque ou autre mode de paiement), rendez-vous sur notre site :



<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/info-souscription/>

PAR M.V. • 07/11/2023

EN FRANCE AUSSI, LA JEUNESSE S'ORGANISE POUR EXPRIMER SON SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Alors que des milliers de Palestiniens meurent sous les bombes, le gouvernement français espère bien étouffer toute contestation ici. Tous les moyens sont bons pour faire taire ceux qui veulent manifester leur soutien : des interdictions préfectorales, des interpellations, des centaines d'amendes... Et passons sur les prétextes bidon de Coupe du monde de rugby. Cette politique, sur fond de propagande immonde qui assimile soutien au peuple palestinien et soutien au terrorisme du Hamas, trouve son relais chez les présidences d'université. Pendant que les préfets signent les arrêtés d'interdiction, ces dernières font la chasse aux jeunes qui voudraient se mobiliser. Normal, la ministre de l'Enseignement supérieur les a appelées à faire respecter les « principes républicains » : on voit que la République se reconnaît davantage dans les régimes coloniaux que dans les peuples exploités et leurs soutiens !

LE GOUVERNEMENT NE NOUS FERA PAS TAIRE

Les exemples sont nombreux. Tables syndicales, distribution de tracts et ateliers pancartes interdits à Tolbiac sous prétexte de trouble à l'ordre public, intimidations par des vigiles sur des étudiants militants à Nanterre, Lille 2, Tolbiac, Rennes et à l'ENS Lyon, verbalisation de militants pour avoir tenu une table avec un drapeau palestinien devant la Sorbonne-Nouvelle, etc. Une militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Mariam Abbou Daqqa, s'est retrouvée sous le coup d'un arrêté d'ex-

pulsion du territoire français, alors qu'elle entamait une série de conférences dans les universités. Laurent Wauquiez en a d'ailleurs profité pour faire pression sur la fac de Lyon 2 en menaçant de couper les fonds. Ces intimidations n'ont qu'un seul but : tuer dans l'œuf la mobilisation. Silence, on assassine un peuple !

Mais les discussions continuent et se multiplient dans les lieux d'études. Étudiants comme lycéens sont nombreux à prendre la parole publiquement pour dénoncer l'État d'Israël, son apartheid, sa colonisation et le carnage qu'il mène à Gaza. Et l'hypocrisie des

CORTÈGE DU NPA, MAIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN.
PARIS, 4 NOVEMBRE 2023 | CORRESPONDANTE



Biden, Macron, Sunak, Borrel, l'indignation sélective des puissances impérialistes dégoutent la jeunesse.

NOUS SOMMES DES MILLIONS !

C'est pourquoi la rage de voir un peuple opprimé depuis 75 ans et aujourd'hui massacré dans une prison à ciel ouvert s'exprime dans la rue et dans les facs. Ce sont des milliers de jeunes, principalement issus des quartiers populaires, qui rejoignent dans la rue des travailleurs et familles, malgré la peur induite par la répression policière. N'en déplaise au gouvernement, la jeunesse se

politise contre l'impérialisme, ici comme à Londres, New York, Buenos Aires, Amman ou encore au Caire.

Le droit à se mobiliser a été imposé, à la fois dans la rue, dans les tribunaux administratifs et dans les universités. Il y a eu des rassemblements étudiants à Toulouse, Nanterre ou Saint-Denis, de nombreuses réunions publiques et formations de comités de soutien à la Palestine. Il faut que cette contestation grossisse pour exprimer notre rage face au massacre des Palestiniens de Gaza et à l'accélération de la colonisation en Cisjordanie !

PAR ALEXIS MICSHEM • 07/11/2023

Trouille des émeutes sociales en haut lieu !

En réponse aux quatre jours d'émeutes dans les quartiers populaires qui avaient suivi le meurtre de Nahel par un policier à Nanterre, le 27 juin dernier, Élisabeth Borne a présenté le 26 octobre à la Sorbonne son nouveau « plan anti-émeute ». Eh oui, des jeunes, des très jeunes ont tenu en échec la police, qui n'a pourtant pas lésiné sur les moyens en mobilisant des forces spéciales, à l'instar du Raid, groupe d'intervention contre la haute criminalité ou le terrorisme ! Et les « cent jours d'apaisement » annoncés par Macron ne se sont pas passés comme prévu.

Car la colère gronde. Face aux difficultés à se nourrir, à l'inflation, mais aussi, pour les jeunes des quartiers populaires, face au mépris, aux humiliations et aux violences systématiques de la police. Combien de Nahel n'ont pas été filmés ? Le gouvernement mène la guerre à l'image. Une guerre très politique. Il tentait déjà en 2020, par la loi Sécurité globale, d'interdire de filmer des policiers.

QUATRE MOIS APRÈS LES ÉMEUTES, LES MESURES TOMBENT

En premier lieu, davantage de police ! Une nouvelle unité va être créée, la « force d'action républicaine » (FAR), aux délimitations floues, censée mêler policiers, éducateurs, personnel judiciaire... Non pas pour répondre aux causes des problèmes réels, la pauvreté et le manque de moyens dans les quartiers, mais pour tenter de mater toute réaction de colère. L'objectif est simple : que tout le monde serre les rangs et accepte l'exploitation et la violence sociale. Mais il sera probablement difficile à atteindre !

Contre les éventuels récalcitrants, sont prévues des mises à l'écart et mesures judiciaires : extension des prérogatives de la police municipale à certains actes jusqu'alors réservés à la police judiciaire, facilitation des poursuites en justice... et de nouveaux centres de rétention pour mineurs, encadrés par des militaires ! Le flou demeure, Macron avait déjà envisagé l'idée en 2022. L'inauguration est prévue à Mayotte en 2024.

POUR FAIRE TAIRE LA COLÈRE DES ENFANTS, TENTER D'UTILISER LES PARENTS ?

Pour le gouvernement, les parents devraient apprendre à leurs enfants à se taire, à ne pas se mobiliser, autrement dit transmettre à leur progéniture l'acceptation de l'exploitation et de l'ordre social. Ce seraient « leurs devoirs éducatifs » et s'y soustraire serait une négligence passible de travaux d'intérêt général, de stages de responsabilité parentale et de pénalisation financière.

Et si une bonne partie des parents, travailleurs et travailleuses qui ont également déjà lutté, leur transmettaient l'héritage de la révolte ? Tous ensemble, parents et enfants ! Contre ce système qui ne produit qu'exploitation, inégalités, misère... mais aussi les insurrections !

PAR ALIX NILABLI • 07/11/2023

RENDEZ-VOUS LE 23 NOVEMBRE À PARIS !

**SUIVEZ LE NPA JEUNES
ET PRENEZ CONTACT !**

Web npa-jeunes.org
Facebook | Twitter | Instagram
[@npa_jeunes](https://www.instagram.com/npa_jeunes)

